

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) est une institution spécialisée des Nations Unies depuis 1951, et ses origines remontent à l'Organisation internationale de la météorologie fondée en 1878; elle comptait 148 membres en 1978. Un de ses programmes les plus importants, la «Veille météorologique mondiale», vise à la mise au point d'un système météorologique mondial perfectionné ainsi qu'à l'amélioration de l'environnement. Le Canada est représenté au Comité exécutif de l'Organisation.

L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO) a été créée en 1959 pour favoriser la coopération internationale concernant les problèmes techniques des transports maritimes et pour encourager l'adoption des meilleures normes possibles en matière de sécurité et de navigation; en 1978, elle comptait 137 membres. Elle exerce des fonctions de secrétariat à l'égard des Conventions internationales sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, et la facilitation du trafic maritime international. Le Canada est membre du Conseil de l'IMCO et du Comité de la sécurité maritime.

L'Union postale universelle (UPU), l'une des plus anciennes et des plus importantes institutions spécialisées des Nations Unies, a été fondée à Berne en 1874 dans le but principal d'améliorer les services postaux dans le monde entier et d'encourager la collaboration internationale. Elle compte 162 membres. Le Congrès postal universel se réunit tous les cinq ans afin de réviser la Convention postale universelle et les accords qui s'y rattachent. Dans l'intervalle, le Conseil exécutif, la Commission consultative des études postales et un Bureau international assurent son fonctionnement. Le Canada a été élu au Conseil exécutif en 1974 lors du 17^e Congrès de l'UPU à Lausanne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé par la Conférence de Bretton Woods en 1944 et établi en 1945 en vue de faciliter l'expansion du commerce et des paiements internationaux comme moyen de relever le niveau de vie à l'échelle mondiale et d'encourager le développement économique. Il veille à promouvoir la stabilité et l'ordre en ce qui concerne les cours du change, et à fournir les mécanismes financiers nécessaires au rajustement de la balance des paiements afin de permettre aux pays membres de corriger des situations de déséquilibre temporaires en perturbant le moins possible le système monétaire international. Il comptait à ses débuts 45 pays membres et il en groupe actuellement 138, dont plus de 100 sont des pays en voie de développement.

La participation du Canada au FMI est autorisée par la Loi de 1945 sur les accords de Bretton Woods. Le DTS (droit de tirage spécial) équivaut à un «panier» fixe de 16 monnaies, parmi lesquelles figure le dollar canadien. La quote-part et souscription du Canada est de 1.2 milliard de DTS pour 1979. L'avoir du Fonds en dollars canadiens au 31 décembre 1978 s'élevait à l'équivalent de 401 millions de DTS, soit à 29,5% de la quote-part canadienne. La position de réserve du Canada auprès du Fonds à la fin de 1978 se chiffrait à 427.4 millions de DTS, dont 111.6 millions constituaient des prêts consentis par le Canada au Mécanisme pétrolier. Le Mécanisme pétrolier aide les pays membres à financer les déficits provenant des hausses du coût à l'importation des produits pétroliers.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) a également pris naissance à la Conférence de Bretton Woods en 1944. Ses premiers prêts étaient destinés à la reconstruction d'après-guerre en Europe, mais elle a joué depuis un rôle de plus en plus important en procurant de l'aide financière et des conseils de nature économique aux pays moins développés. Elle est actuellement la principale source d'aide multilatérale au développement.

La plupart des prêts accordés par la Banque mondiale servent au financement de routes, de chemins de fer, de ports, et de la production et du transport de l'électricité, qui sont à la base de l'économie d'un pays mais qui n'attirent pas en général les investissements privés. On s'intéresse toutefois de plus en plus à d'autres secteurs comme l'agriculture, l'aménagement rural, les télécommunications, l'éducation, l'approvisionnement en eau et les systèmes d'égouts.